



UNITED NATIONS
DEVELOPMENT GROUP



Empowered lives.
Resilient nations.

“ ACCELERER L'AUTONOMISATION ECONOMIQUE DES FEMMES RURALES AU NIGER ”

RAPPORT ANNUEL

PERIODE DE RAPPORTAGE 1 JANVIER – 31 DECEMBRE 2017

<

¹ The MPTF Office Project Reference Number are as follows: ETHIOPIA: 00092000; GUATEMALA: 00092001; KYRGYZSTAN: 00092002; LIBERIA: 00092003; NEPAL: 00092004; NIGER: 00092005; RWANDA: 00092006

SIGLES ET ABREVIATIONS

AEDL : Action Educative pour le Développement Local

AG : Assemblée Générale

AGR : Activité génératrice de Revenu

AREN : Association pour la Redynamisation de l'Elevage au Niger

ASADI : Actions pour la sécurité alimentaire et le développement intégré

CAP : Connaissances, Attitudes et Pratiques ; **CEP** : Champ Ecole Paysan

CIPEL : Centre d'Incubation et de Promotion du Leadership

CRESA : Centre Régional d'Enseignement Spécialisé en Agriculture

DACPOR : Direction de l'Action Coopérative et de la Promotion des Organismes ruraux

FAO: Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

FIDA: Fonds International pour le Développement Agricole

HI3N : Haut-commissariat à l'Initiative 3N (les Nigériens Nourrissent les Nigériens)

IAFA : Indice de l'Autonomisation des Femmes dans l'Agriculture (WEAI en anglais)

INRAN : Institut national des recherches agronomiques au Niger

MPTF: Multi Partner Trust Funds / Fonds fiduciaires multi-bailleurs

MAGEL : Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage

MPF/PE : Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant

OHADA : Organisation pour l'Harmonisation du Droit des Affaires

ONUFEMMES : Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes

OPA : Organisation de Producteur-trices Agricoles

OP : Organisation Paysanne

PAM: Programme Alimentaire Mondial

PNG: Politique Nationale Genre

UNDAF : Plan cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement

RWEE: Rural Women Economic Empowerment/ Autonomisation Economique des Femmes Rurales

FORMAT DE RAPPORT NARRATIF

RESUME EXECUTIF

Le Programme Conjoint « Accélérer l'Autonomisation Economique des Femmes Rurales » ou en anglais « Joint programme on Accelerating Progress towards the Economic Empowerment of Rural Women – JP-RWEE » a été lancé en novembre 2012 par la FAO, le FIDA, l'ONU-FEMMES et le PAM. Il vise à créer des synergies découlant du mandat, de l'avantage comparatif et de la force institutionnelle de chacune des quatre agences pour soutenir les efforts du Gouvernement du Niger pour l'autonomisation des femmes et la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Le JP-RWEE Niger cible 16 000 bénéficiaires direct-e-s, dont 14.700 femmes et filles et 1.300 hommes et garçons ; avec 25.609 bénéficiaires indirect-e-s dont 17.041 sont des femmes et des filles. Il a démarré ses activités à titre pilote en 2015 dans la commune rurale de Falwel. Il a ensuite couvert progressivement les communes de Djirataoua, Sokorbé et Guidan Amoumoune au rythme de la mobilisation des ressources. Ainsi, le JP-RWEE intervient actuellement dans 20 villages de ces 4 communes. Les 4 agences y exécutent leurs activités en synergie au profit des mêmes groupes cibles.

Pour créer les conditions d'une autonomisation économique durable des femmes rurales, une attention particulière est accordée à certains déterminants de l'autonomisation sociale et politique. C'est la raison pour laquelle les agences et les partenaires de mise en œuvre ont convenu que l'approche des Clubs Dimitra soit la porte d'entrée pour la mise en œuvre des activités sur le terrain afin de travailler avec les hommes et les femmes de manière coordonnée et concertée. Les ressources mobilisées (USD 2 388 257/ USD 5 116 381,55 USD recherchés) n'ont pas permis de couvrir toutes les activités planifiées, même si la cible semble être atteinte.

D'avril 2017 à avril 2018, le programme s'est proposé de consolider les acquis, de compléter certaines activités au niveau des communes, et de conduire des études en vue de collecter les évidences pour la mobilisation de ressources additionnelles. Sur les dix-huit (18) paquets d'activités planifiées sur la période, dix (10) ont été exécutés, huit (8) sont en cours d'exécution. Il s'est agi essentiellement du réajustement de la planification aux ressources disponibles; la finalisation des processus engagés en fin 2016, de l'encadrement et du suivi des 120 Clubs Dimitra; de l'encadrement des 706 femmes récipiendaires des kits petits ruminants; la poursuite des processus pour les achats locaux à travers les vouchers pour ravitailler les cantines scolaires ; la réparation et ou l'installation des équipements d'allègement des tâches; la poursuite du suivi évaluation conjoint des activités à travers la tenue des réunions mensuelles du comité technique; la réalisation de 2 missions de supervision conjointe du comité technique ; la tenue des 2 réunions entre la plateforme d'échanges des ONG partenaires et le comité technique; l'organisation de 6 sessions de formation à l'endroit des OP , la réalisation d'une étude de référence sur les connaissances, attitudes et pratiques (CAP) et score de diversité alimentaire à Djirataoua ; la participation de la coordinatrice nationale à la rencontre d'échanges entre les coordonnateurs nationaux autour de la coordinatrice internationale et des membres du comité technique international ; la célébration de la Journée Internationale de la Femme Rurale (édition 2017) et enfin l'élaboration de deux fiches de bonne pratique pour capitaliser les expériences porteuses. L'équipe a reçu également l'appui technique de la coordinatrice Internationale en Novembre 2017.

I. But / Objectifs et résultats attendus (objectifs intermédiaires) du programme

Le but du programme conjoint JP-RWEE est d'améliorer les conditions de vie et de renforcer les droits des femmes en milieu rural dans le contexte du développement durable. Quatre principaux résultats ont été définis qui sont :

- Résultat 1 : Amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des femmes rurales ;
- Résultat 2 : Accroissement des revenus des femmes rurales pour leur permettre de subvenir à leurs besoins ;
- Résultat 3 : Renforcement du leadership des femmes rurales et de leur participation aux institutions rurales et à l'élaboration des lois, politiques et programmes ;

- Résultat 4 : Création d'un environnement politique plus soucieux d'une approche sensible au genre pour l'autonomisation économique des femmes rurales.

Le Programme conjoint RWEE est une contribution du Système des Nations Unies aux objectifs de développement du Gouvernement du Niger. Il s'aligne parfaitement aux politiques et stratégies suivantes:

- (i) Le Plan décennal 2009-2018 de la Politique Nationale Genre. La politique nationale Genre du Niger a pour vision de « Bâtir, avec tous les acteurs, une société sans discrimination, où les hommes et les femmes, les filles et les garçons ont les mêmes chances de participer à son développement et de jouir des bénéfices de sa croissance ». Le programme conjoint JP-RWEE contribue à la mise en œuvre des sous-programmes deux (2) et trois (3) du Plan décennal;
- (ii) L'approche commune de convergence de l'Initiative 3N (les Nigériens nourrissent les Nigériens). L'approche commune de convergence est fondée sur le principe d'une synergie programmatique, thématique et géographique entre les agences des Nations Unies et sous le leadership du Haut-Commissariat à l'Initiative 3N en vue d'améliorer la résilience des communautés vulnérables.
- (iii) Le programme s'aligne également sur les trois thèmes transversaux de l'UNDAF Niger 2014-2018 : (1) le respect des droits humains en soutenant l'application des conventions internationales et l'exercice des droits et des principes de droits à la fois par les titulaires de droits et les porteurs d'obligations; 2) la promotion de l'égalité et l'équité entre les hommes et les femmes à travers l'exercice des droits; 3) la promotion de la durabilité environnementale à travers la mobilisation sociale; la communication pour le changement de comportement; le développement des stratégies d'adaptation.

II. Résultats

i) Rapport narratif sur les résultats

Les résultats et changements obtenus pour cette année 2017 sont décrits selon les indicateurs de produits classés par effet recherché.

Outcome 1: Les femmes rurales ont une sécurité alimentaire et nutritionnelle améliorée

Dans le but d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, le JP-RWEE travaille pour que les femmes rurales aient un accès accru aux ressources, aux actifs et aux services essentiels de base, mais aussi pour qu'elles aient des capacités renforcées afin de mieux contrôler leurs productions et les réserves locales de sécurité alimentaire. Pour tendre vers cet objectif intermédiaire, les deux produits ci-dessous sont détaillés :

Output 1.1: Les femmes rurales ont un accès accru aux ressources, actifs et services essentiels à leur sécurité alimentaire et nutritionnelle

Ce produit est attendu des actions conjuguées des quatre agences pour faciliter l'accès des femmes à l'information et à la communication participative, au crédit, aux kits petits ruminants, à la terre, aux services intégrés d'agriculture et de nutrition afin qu'elles adoptent des techniques agricoles et des pratiques nutritionnelles améliorées.

L'accès des hommes et des femmes ciblés à l'information et à la communication participative est assuré par la FAO en collaboration avec l'ONG AEDL à travers les 120 Clubs Dimitra qui totalisent 3600 membres dont ; 2.400 femmes et filles (et 1.200 hommes et garçons) ont renforcé leur accès à l'information, leurs capacités organisationnelles et leur participation à la vie communautaire par la communication participative, conformément aux prévisions.

Le renforcement de l'encadrement des groupements féminins a permis à 2.544 femmes membres de 64 OP féminines d'accéder au crédit interne octroyé au sein des groupes qui mènent les activités d'épargne et de crédit (ce qui, ajouté aux 16 OP initiales, donne un total de 80 OP avec 2.800 femmes membres ayant accès au crédit interne). Le crédit est utilisé pour l'essentiel dans la conduite des activités génératrices de revenus

individuelles et collectives. Les groupements de Dikki (commune rurale de Sokorbé) ont été appuyés dans l'installation d'un jardin maraîcher communautaire pour 209 femmes bénéficiaires directes, avec des semences de légumes et une motopompe pour faciliter l'arrosage. C'est l'ONU-femmes en partenariat avec l'ONG Diko qui assure la création et l'encadrement des groupements féminins.

Le FIDA, en collaboration avec les ONG AREN (pour les communes de Falwel et Sokorbé), ASADI (pour Djirataoua et Guidan Amoumoune), conduit la distribution des kits petits ruminants comprenant les caprins + les aliments bétail. Cette année, la mise en place de 300 petits ruminants et de 15 tonnes d'aliments bétail dans les 10 villages des communes de Sokorbé et Guidan Amoumoune, ainsi que l'encadrement des bénéficiaires et le suivi sanitaire de l'ensemble des kits distribués en 2016 (770 caprins + 52,5 tonnes d'aliments bétail à 350 femmes vulnérables des communes de Falwel et Djirataoua) ont été faits conformément aux prévisions. Les bénéficiaires 2016 ont appliqué la rétrocession des femelles aux vulnérables sur les listes d'attente. Ainsi, le cycle de redistribution a fait bénéficier 256 autres femmes vulnérables des communes de Djirataoua (175) et de Falwel (81) de 279 chèvres (175 pour Djirataoua et 104 pour Falwel). Ce qui fait un total de 356 femmes vulnérables ayant reçu des caprins cette année pour asseoir une base productive.

L'accès à l'éducation nutritionnelle est prévu, cette année, à 600 femmes et filles et 300 hommes et garçons de la commune de Djirataoua. Des sessions d'éducation nutritionnelle sont en train d'être conduites par la FAO en partenariat avec l'ONG Kundji fondo ciblant les 900 bénéficiaires membres des clubs Dimitra prévus. Pour rappel, le paquet « éducation nutritionnelle » conduit au sein du JP-RWEE comprend une étude référence et une évaluation finale conduite par la FAO en collaboration avec le CRESA, entre lesquelles se font les formations sur l'hygiène, la nutrition, les démonstrations culinaires. Il a été prévu que 188 femmes accèdent aux formations dans les champs écoles paysans grâce à l'encadrement de la FAO, en collaboration avec le MAG/EL et que 125 /188 appliquent les formations reçues. Il a été effectivement inscrit 156 apprenantes au niveau des villages de Tégoizé Koira, Kokoukou (commune de Falwel), Wazey et Kalley Deybéri (commune de Sokorbé), Kataré Linkidim (Commune de Guidan Amoumoune), Tajaé Peulh (commune de Djirataoua) sur les 188 apprenantes prévues.

Grace aux actions conjuguées de la FAO, du FIDA, de l'ONU FEMMES décrites ci hauts et du PAM en partenariat avec l'ONG Kaidiya (cantine scolaire), deux mille deux cent (2.210) femmes accèdent aux services intégrés d'agriculture et de nutrition sur les 2.400 femmes bénéficiaires planifiées. Parmi ces dernières, 95 femmes sur les 125 planifiées adoptent des techniques de production améliorées. Les faiblesses constatées sont dues au fait que certains champs écoles n'ont pas fonctionné; c'est l'exemple de ceux des villages de Doullou II ; de Danja. A présent, des facilitateurs communautaires existent dans les villages pour l'encadrement de proximité. Les différentes activités ont favorisé l'accès des femmes à la terre pour renforcer leur production. Nous avons dénombré un total de 1399 femmes ayant eu accès à travers plusieurs modes. Le prêt est le mode d'accès à la terre le plus utilisé dans la zone d'intervention. Les activités du programme ont fait que 1180 femmes ont accédé à la terre par ce mode pour cultiver 26 champs collectifs, 9 jardins maraîchers collectifs, dans 10 villages de Djirataoua, Guidan Amoumoune, Falwel et Sokorbé; 105 y ont accédé par location (10000F/ha) dans la commune de Djirataoua. C'est au total 30 hectares qui ont été exploités par les femmes en 2017. L'accès individuel aux petits lopins de terrain au niveau familial n'est pas un problème, mais l'accès aux grandes superficies nécessite une influence sociale ou une ressource financière.

Output 1.2: Les femmes rurales ont des capacités accrues pour renforcer et contrôler les réserves locales de sécurité alimentaire

Pour la réalisation de ce produit, objectif, il a été prévu de faciliter l'accès aux technologies innovantes à 14.705 femmes en réparant les plateformes multifonctionnelles, en dotant les groupements féminins de kits de transformation agricole et en recensant dans la zone d'intervention, le nombre de femmes qui, du fait des

renforcements des capacités multiformes reçus, arrivent à gérer des stocks céréaliers (dont la mise en place n'est pas forcément appuyée par le JP-RWEE) au sein des communautés.

L'ONUFEMMES, en collaboration avec l'ONG Diko, a fait réparer les 9 plateformes en panne et ont mis en place un kit de transformation de l'arachide au profit des femmes de Kalleydey Béry qui en ont priorisé le besoin. Le FIDA en collaboration avec l'IRAN a entamé le processus de mise en place des autres kits de transformation demandés par les femmes ; le processus sera achevé d'ici avril 2018; la cible est atteinte, mais une des activités est en cours de réalisation et permettra de renforcer les acquis.

Dans la zone d'intervention, plusieurs partenaires au développement ont appuyé la mise en place des banques de céréales. Dans la commune de Guidan Amoumoune la plupart des groupements féminins mis en place dans le cadre du JP-RWEE mobilisent des stocks céréaliers sur ressources propres afin de prévenir la soudure ou les chocs éventuels. Il a été recensé soixante-dix (70) femmes membres de 11 unions d'OP qui gèrent des réserves locales de sécurité alimentaire.

Analyse des tendances vers l'atteinte de l'outcome 1 :

Le programme s'est proposé de mesurer l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des femmes rurales à travers (i) le taux d'augmentation de la production agricole (végétale et animale) des agricultrices et (ii) l'augmentation du score de diversité alimentaire au sein des ménages.

- Augmentation de la production agricole des agricultrices

Le taux d'augmentation de la production végétale des agricultrices

L'appui en semences améliorées conduit en 2016 par le FIDA en collaboration avec l'association HIMMA dans les communes de Falwel et Djirataoua, les formations en techniques de production améliorées dans les champs écoles paysans conduites par la FAO en collaboration avec le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage ont permis un accroissement global de la production végétale des femmes selon les spéculations comme suit : Arachide 124,47% ; Niébé 64,25% et sésame 20%. L'arachide a observé le taux le plus élevé et se trouve être la première culture de rente dans ces deux communes car moins parasitée par les ennemis de cultures par rapport au niébé et au sésame. Ainsi, malgré le retard, l'irrégularité et l'insuffisance des pluies, l'arachide a pu boucler son cycle cultural. Ce qui lui a permis de donner une production meilleure que celle du niébé et du sésame.

Le taux d'augmentation de la production animale des agricultrices

Le taux de croissance des animaux a été mesuré sur les kits distribués en 2016 dont le suivi et l'encadrement a été fait en 2017 (770 caprins à 350 femmes vulnérables des communes de Falwel et Djirataoua). Bien que des pertes aient été enregistrées (mortalité, avortement etc.), l'effectif actuel est de 1.195 caprins (606 bénéficiaires²) sur 770 caprins (350 bénéficiaires) distribués ; ce qui donne un taux de croissance de 55,19%. Dans peu de temps, les 300 petits ruminants distribués se multiplieront et renforceront ce taux. Le nombre de bénéficiaires augmentera également à travers des cycles rotatifs de redistribution des mises bas issues des stocks initiaux. Ce sont au total 1301 femmes qui utilisent les techniques améliorées de production agricole.

Augmentation du score de diversité alimentaire au sein des ménages

Au cours de l'année 2017, le rapport final de l'évaluation de l'éducation nutritionnelle conduite à Falwel en 2016 a été validé. Le score de diversité alimentaire (SDAM³) est passé de 3.8 à 5 points. Le passage du SDAM de 3.8 à 5 montre que les aliments consommés dans les ménages ont été plus diversifiés par rapport à la période d'avant l'éducation nutritionnelle dans la zone. Il est néanmoins encore nécessaire d'accentuer les sensibilisations dans ce sens, car pour estimer que le score de diversité alimentaire est adéquat, il faut qu'il soit égal à 12. C'est pourquoi, un processus de recyclage est en cours dans la commune de Falwel. Pour Djirataoua, l'étude de base conduite en 2017 montre que le SDA est 4.10 ; la conjugaison des efforts est en cours pour amener le SDA à 6.

² Ce résultat est dû au fait que les bénéficiaires qui ont reçu les kits petits ruminants en premier, se sont engagés à en donner les mises bas femelles à d'autres femmes vulnérables selon une liste approuvée au niveau de la communauté.

³ La diversité alimentaire est une mesure qualitative de la consommation alimentaire, qui rend compte de la variété des aliments auxquels les ménages ont accès; elle constitue au niveau individuel une mesure approchée de l'adéquation nutritionnelle du régime alimentaire. Les scores de diversité alimentaire décrits ici sont un simple décompte des groupes d'aliments qu'un ménage ou une personne a consommés au cours des 24 heures précédant l'entretien.

Les acquis décrits ci-dessus et l'histoire en annexe montrent une tendance positive vers la réalisation de ce résultat.

Outcome 2 : Les femmes rurales ont augmenté leurs revenus pour sécuriser leurs moyens de subsistance.
Pour l'augmentation de leurs revenus, le JP-RWEE Niger accompagne les femmes rurales dans l'amélioration de leurs compétences entrepreneuriales, le développement des chaînes de valeurs pour accéder aux marchés avec leurs produits et leur facilite l'accès à des outils d'allègement des tâches afin qu'elles puissent initier des AGR. La réalisation des deux objectifs ci-dessous devait permettre de tendre vers ce résultat.

Output 2.1: Les femmes rurales ont amélioré leurs compétences entrepreneuriales et leurs chaînes de valeurs pour accéder aux marchés avec leurs produits

Cet objectif devait résulter de l'accès des femmes et des hommes aux achats locaux organisés par le PAM pour ravitailler les cantines scolaires et les formations des femmes et des OP sur l'entrepreneuriat agricole.

Participation des femmes rurales aux programmes d'achat du PAM pour ravitailler les cantines scolaires

Il s'agit ici d'acheter prioritairement les productions locales des femmes rurales à travers les OP pour ravitailler les cantines scolaires. Cette activité est mise en œuvre par le PAM, en collaboration avec l'ONG Kaidiya et les services déconcentrés de l'éducation nationale. Elle met en lien l'alimentation scolaire et la production agricole locale en rattachant les écoles à cantines aux organisations paysannes de la commune. Cette année, ce sont 1.376 femmes et 618 hommes des unions communales d'OP qui ont bénéficié des achats locaux sur des prévisions de 1.692 femmes et 1.475 hommes. En 2017, un total de 95870\$ a été injecté dans les comptes de ces OP dont 70% des membres sont des femmes; il faut noter que ces OP ont enregistré un gain de 15,38% par rapport au prix d'achat de 2015, soit 12799,34 USD dont 8945,54 USD pour les femmes et 3833,80 USD pour les hommes. Faire bénéficier plus de femmes aux processus des achats locaux demeure un défi que le Programme est en train d'adresser en accompagnant les OP féminines à constituer des unions et en les sensibilisant sur les conditions à remplir pour lier le partenariat avec le PAM dans le cadre des achats locaux. Des réflexions allant dans le sens d'identifier des mesures discriminatoires en leur faveur sont également évoquées.

Les formations des femmes des groupes/OP formels et informels sur l'entrepreneuriat

Il a été prévu de former 600 femmes des OP formelles et informelles sur l'entrepreneuriat. Quelques 85 formatrices ont été formées qui sont entrain de former les six cent femmes. Le processus est en cours avec l'appui du PAM et de ses partenaires

Output 2.2 : Les femmes rurales bénéficient d'un accès accru à des possibilités d'emploi salarié décent

Pour atteindre ce résultat, le programme a prévu cette année l'accompagnement des OP à se formaliser pour accéder à plus d'opportunités économiques au bénéfice des membres, et d'œuvrer pour l'allègement des tâches quotidiennes des femmes afin qu'elles puissent initier des activités génératrices de revenus.

Preuves tangibles de l'allègement de la charge de travail des femmes rurales

Pour pérenniser les acquis, les 9 plateformes multifonctionnelles (PTFM) en panne devaient être réparées et la 10ème installée à Kokoukou fin 2016 devait être suivie ; les hommes et les femmes impliqués dans la manipulation et la gestion formés, des équipements d'allègement des tâches qui génèrent des revenus devaient être installés afin que 1.000 femmes vulnérables puissent initier des activités génératrices de revenus. C'est pourquoi l'ONU FEMMES, en collaboration avec l'ONG Diko ont réparé les neuf (9) PTFM, dont trois (3) dans la région de Dosso et six (6) dans la région de Maradi. Six (6) abris des PTFM ont été réhabilités afin de les sécuriser. La 10ème plateforme multifonctionnelle est celle de Kokoukou installée en fin 2016 et qui a été rendue opérationnelle en 2017 (formation en gestion, en petites réparations etc.). Elle a pu générer 90 000 F CFA de revenus et six (6) sacs de mil de 100 kg (d'une valeur 240000F = 449USD ce qui fait un total de 619USD). Pour la maintenance; 18 femmes et 18 hommes ont été

Grâce aux poulies et aux charrettes, la corvée d'eau qui nous occupait plus de 3 heures de temps nous occupe environ 1heure à présent.
Femmes de kalley-dey Bery- (Sokorbé) – source AG- Rapport ONG Diko

formés sur la gestion des petites réparations, un réseau de réparateurs du projet PTFM a été créé pour aider dans les grosses réparations. La capacité des gestionnaires a été également renforcée afin de leur permettre une meilleure gestion des ressources qui seront générées.

A Sokorbe, 25 charrettes ont été placées au profit de 40 groupements dans l'ensemble des cinq (05) villages dans lesquels il a aussi été installé des poulies sur neuf (9) puits communautaires. Même si elles aspirent à plus de charrettes et à des bornes fontaines, les femmes ont beaucoup apprécié les poulies sur les puits qui facilitent l'exhaure et les charrettes pour le transport comme ont témoigné les femmes de Kalleydey béry ou ce leader de Dan Malam Mai Rakouma lors d'une supervision conjointe (voir ci-contre). Aussi, A Guidan Amoumoune, en plus de la dotation en charrettes asines pour les femmes, il a été réalisé deux extensions et l'installation de deux bornes fontaines dans deux villages en l'occurrence Guidan wari et Dan Koullou pour 410 femmes bénéficiaires directes.

Les charrettes nous servent aussi, nous les hommes. J'en ai loué pour mettre la fumure organique (les déchets issus des activités de salubrité communautaires initiées par les clubs Dimitra) dans mon champ. Cette année, j'ai produit 3 fois de plus d'arachide que d'habitude. Leader de Dan Malam Mai Rakouma — Source AG- Supervision conjointe

Nombre de femmes rurales ayant initié des activités des activités génératrices de revenus

Dans la zone d'intervention, les femmes rurales conduisent des AGR individuelles et collectives afin d'avoir des ressources propres pour subvenir à leurs besoins. Il a été recensé 643 femmes sur les 1000 ciblées qui ont initié des AGR dont les plus pratiquées sont la vente de beignet, d'huile d'arachide et de plats cuisinés (donc 733 femmes au total avec les 90 initiales). Le renforcement des capacités, les activités d'épargne et crédit, l'allègement des tâches continuent pour que la cible soit atteinte.

Valeur du stock mobilisé par les femmes sur fonds propres et les activités d'épargne et crédit.

Pour augmenter leurs revenus, la plupart des groupes mobilisent sur fonds propre des stocks céréaliers pendant la période des récoltes qui sont revendus pendant la soudure. Au cours de cette année, les femmes des communes de Djiratoua et Guidan Amoumoune ont mobilisé sur fonds propres des céréales et légumineuses d'une valeur estimée à 7 594 750 Franc CFA (environ 14 388 USD). Les 75 groupes de femmes de 2544 membre ont également mobilisé 6 074 730fCFA (11358USD) à travers les cotisations régulières ; environ 2 024 910 CFA (USD 3786) ont été octroyés en crédit à 205 bénéficiaires.

Analyse des tendances vers l'atteinte de l'outcome 2

Bien que l'insuffisance des ressources n'a pas permis au programme d'utiliser l'outil WEAI pour mesurer la proportion de femmes rurales autonomes dans le domaine du contrôle des ressources, les réalisations multiformes et les témoignages recueillis au cours des supervisions montrent que l'augmentation des revenus des femmes ciblées est en train de se renforcer du fait des effets conjugués des actions des agences et partenaires. C'est l'exemple des femmes de Madou dans la commune rurale de Sokorbé qui affirment que la preuve de l'augmentation de leurs revenus est la réduction de l'exode rural féminin exprimé en ces termes au cours l'AG communautaire avec l'équipe de supervision conjointe (voir ci-contre⁴). Avoir quelque chose en main, c'est avoir un revenu propre à fructifier pour le bien de soi et de son ménage.

Cette année, nous ne sommes pas parties faire « Haourou polici » dans les villes car la plupart d'entre nous à quelque chose en main : jardin maraîcher à exploiter, petits ruminants à suivre pour multiplication, l'épargne crédits, AGR etc...

Aussi, le PAM a injecté USD 95870 dans les achats locaux pour ravitailler les cantines scolaires dans la zone d'intervention. Tous les équipements d'allègement des tâches ont commencé à générer des revenus collectifs aux femmes et à leurs organisations ; la valeur totale des revenus générés par les groupes à travers les différentes activités est estimée à 16 000 USD ; ce qui montre la tendance positive vers la réalisation de cet outcome. Toutefois, le JP-RWEE se doit de renforcer davantage la participation de sa cible aux achats locaux,

⁴ « Haourou polici » (expression zarma : Haourou = nourriture/pate ; polici= la police. Cette expression décrit de façon péjorative l'exode des femmes rurales pendant lequel, une fois en ville, elles échangent la force de travail contre des restes de nourritures)

de renforcer davantage l'encadrement des organisations féminines dans la rentabilisation de toutes les initiatives collectives et d'affiner davantage le système de suivi, de collecte et de remonter des données quantitatives.

Outcome 3: Les femmes rurales ont accru leur leadership et participation aux institutions rurales dans leurs communautés ainsi que dans l'élaboration des lois, des politiques et programmes

Afin de réaliser ce résultat, le JP-RWEE renforce le leadership des femmes et des filles rurales et leur participation active aux instances de prise de décision au sein des ménages, des organisations et des communautés. La réalisation de cet outcome passe par les quatre produits suivants :

Output 3.1: Les femmes rurales, y compris les jeunes femmes ont davantage confiance en elles et d'aptitudes pour participer à la gouvernance locale

Il s'agit ici d'œuvrer pour le renforcement du pouvoir intérieur des femmes et des filles rurales afin qu'elles participent à la gouvernance locale. Plusieurs outils sont utilisés, les formations, les voyages d'échange, les sensibilisations, l'appui à la fréquentation scolaire et au maintien des filles au secondaire. Ainsi le programme a prévu et réalisé pendant la période, la formation de 160 leaders femmes sur la communication participative sensible au genre. Ces dernières ont formé par la suite 2.400 femmes des 120 Clubs DIMITRA. Les actions conduites depuis le début du Programme ont commencé à donner des résultats surtout dans la commune de Falwel comme rapporté dans l'encadré ci-dessous.

Nous voulons aller de l'avant parce que nous avons pleinement confiance en nous-mêmes. Pour cette raison, nous avons décidé de transformer notre Club en organisation paysanne formelle. Ce qui fut fait. J'ai été élue présidente de l'OP qui a résulté du processus. Nous avons ensuite décidé d'adhérer à l'Union au niveau communal « Madda ben » et lors du renouvellement du bureau j'ai été élue à un poste de responsabilité. Aujourd'hui, je suis la trésorière de l'Union des organisations paysannes et je participe activement, au nom de mes consœurs qui m'ont élue, aux prises de décision de l'institution» -Hadiza Seyni, leader du Club Dimitra / Falwel. Source rapport AEDL

Output 3.2: Les femmes rurales disposent de capacités d'organisation accrues pour former, maintenir et participer aux organisations de producteurs, coopératives et syndicats

Ce produit est attendu des effets conjugués de l'encadrement des Clubs Dimitra (conduites par la FAO en partenariat avec AEDL) ; des sessions de renforcement des capacités des OP (conduite par la FAO en collaboration avec la DAC/POR), de la création, de l'encadrement des groupements féminins, et des formations en vie associative (conduites par l'ONU FEMMES, en partenariat avec l'ONG DIKO).

Pendant la période, 75 groupements regroupant 2.544 membres ont été mis en place, 167 OP (des Communes de Falwel (25), Sokorbé (43) Djirataoua (40) et Guidan Amoumoune (59) regroupant 5.397 membres parmi lesquels on compte 4.277 femmes) ont été renforcées sur trois thématiques principales : « les procédures de création et les règles de fonctionnement d'une organisation paysanne » comprenant le sous module « processus d'immatriculation sous l'acte uniforme de l'OHADA qui régit les sociétés coopératives) ; « la gouvernance et l'équité au sein des OP » ; « la participation des femmes et des OP aux espaces et plateformes de dialogue ». Même si la cible globale a été atteinte conformément aux prévisions, les activités ne sont pas complètement achevées ; il reste deux sessions de formation sur la gouvernance et l'équité à dispenser d'ici avril 2018 dans les deux communes (Guidan Amoumoune et Sokorbé).

Output 3.3: Les femmes rurales, y compris les jeunes femmes, disposent de capacités accrues à s'engager dans les forums politiques aux niveaux national et régional et à y exercer leur influence

Il s'agit d'appuyer la mise en réseau des communautés rurales et de leurs organisations grâce à la communication participative, l'accès à l'information, de former les OP du niveau APEX, d'appuyer la commémoration du 15 octobre, la Journée Internationale de la Femme Rurale, et d'appuyer les ces dernières

dans la conduite des initiatives de plaidoyer. Il été prévu de former 6 OP du Niveau APEX, trois (3 dont 2 unions Madda Ben et Kada Naka et 1 fédération SA'A) ont été formées. Le processus est en cours pour les 3 autres.

Le JP-RWEE a également appuyé le processus d'organisation de la journée internationale de la femme rurale à Elkokia dans la commune rurale de Djirataoua. Les femmes ont non seulement profité pour plaider pour l'allègement de leurs tâches quotidiennes, mais aussi, exposer les échantillons de leurs produits de transformation et de leurs productions.

Plusieurs personnalités ont pris part à cet évènement notamment la SGA du MPF/PE, le SGA du MAGEL, le conseiller du haut-commissaire à l'Initiative 3N, le représentant adjoint de la FAO, le SG du Gouvernorat de Maradi, la cheffe du sous bureau du PAM Maradi, ainsi que les Directeurs régionaux, départementaux et communaux. M. le conseiller du HCI3N a fait un exposé sur le Fonds d'investissement pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (FISAN), et les opportunités offertes aux organisations paysannes. Plus de 1500 personnes (900 femmes et filles ; 600 hommes et garçons) des régions de Maradi et Niamey y ont pris part.

Output 3.4: Les femmes rurales, y compris les jeunes femmes sont davantage conscientes de leurs droits dans un environnement communautaire/local favorable.

Il a été essentiellement prévu, au cours de 2017, de poursuivre l'accompagnement des Clubs Dimitra et d'appuyer les femmes rurales dans la mise en œuvre des initiatives de promotion de leurs droits.

Au cours de l'année 2017, les 120 clubs Dimitra des 20 villages de 4 communes rurales (Djirataoua, Falwel, Sokorbé et Guidan Amoumoune) sont suivis et accompagnés par les encadreurs de l'ONG AEDL. Au total, 3.600 membres dont 2.400 femmes reçoivent cet accompagnement dans les 20 villages ciblés par le programme. Cet accompagnement a permis aux femmes et aux jeunes en particulier l'amélioration des capacités d'analyse, de réflexion, de prise de parole et de prise de décision lors des assemblées villageoises.

Ce développement des capacités des femmes et des jeunes leur a permis de participer à la prise des décisions au sein des institutions communautaires. Le lancement du processus de mise en réseau des Clubs Dimitra de la commune rurale de Falwel et Djirataoua est une preuve de la réalité de la prise de décision par les membres des Clubs Dimitra comme le montre le témoignage ci-dessous :

« Je suis aujourd'hui davantage réconfortée par mon élection à la tête du bureau communal des Clubs Dimitra des cinq villages du Programme Conjoint de la commune de Falwel, qui m'a donné l'occasion pour la première fois d'échanger avec des autorités communales sur les activités que mènent les Clubs Dimitra ». Mme Aissa Sina de Tégouizé koira-commune rurale de Falwel,

Analyse des tendances vers l'atteinte de l'outcome 3

Le travail conjoint à l'endroit des femmes et des filles, a fait passer la proportion d'OP et/ou groupes informels dirigés par des femmes de 74% à 77% (de 124 à 130 sur les 167 OP encadrées), le taux de fréquentation **des filles** grâce aux cantines scolaires est passé de 91% à 93% et pour accompagner les filles des ménages très pauvres à poursuivre leurs études secondaires, des bourses de 12000f CFA par trimestre leur sont distribuées. Elles des difficultés à continuer au secondaire par manque de tuteurs et ou de moyens de locomotion. Cette année, ce sont 340 filles qui en ont bénéficié. Ces filles sont sensibilisées en plus sur la nutrition, en tant que future mère, sur leurs droits et les compétences de la vie courante. Même si l'insuffisance des ressources n'a pas permis d'accompagner les communes dans l'installation ou la redynamisation de toutes les commissions foncières de base (COFOB) et de conduire une évaluation pour avoir la *proportion de femmes rurales autonomes dans le domaine du « leadership » mesuré sur la base de l'outil WEAI* ; les changements observés témoignent d'une tendance positive vers l'atteinte de ce résultat. Les évaluations d'impact en cours en donneront plus d'évidences quantitatives.

Outcome 4: Un environnement politique plus sensible au genre est garanti pour l'autonomisation économique des femmes rurales.

L'objectif est de contribuer à l'amélioration d'un environnement politique plus sensible au genre qui valorise l'autonomisation économique des femmes rurales et rend disponible des outils pour sa mesure. C'est pourquoi, la conception originale du programme prévoit le renforcement des capacités des parlementaires et décideurs politiques pour leur permettre d'intégrer l'approche genre dans les stratégies, les politiques, les budgets participatifs fonciers, alimentaires, agricoles, nutritionnels et en matière d'emplois ruraux. Il s'agira ensuite de plaider auprès des institutions pour l'utilisation de l'outil de mesure de l'empowerment des femmes dans l'agriculture. Pour y arriver les deux produits ci-dessous ont été définis:

Output 4.1: Les décideurs politiques et parlementaires disposent de capacités accrues pour intégrer efficacement l'approche genre dans les politiques, lois et budgets fonciers, alimentaires, agricoles, nutritionnels et en matière d'emplois ruraux

Au cours de l'année 2017, la politique nationale genre élaborée en 2008 a été révisée afin de prendre en compte les questions d'adaptation au changement climatique, de migration, de paix et sécurité. Le JP-RWEE a contribué techniquement au processus. Un plan d'action 2018-2022 de mise en œuvre de cette politique nationale révisée est en cours d'élaboration. Le JP-RWEE est en train de l'enrichir de ses activités et bonnes pratiques. En outre la coordinatrice nationale du programme a facilité l'atelier de validation de la stratégie nationale d'autonomisation économique des femmes au Niger et finalisé le document à la demande du Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant.

A la demande du Ministère en charge de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant, le JP-RWEE a apporté son appui technique et un appui financier de 6.808 dollars pour contribuer à la préparation de la 62^e session de la CSW dont le thème cette année porte sur « les problèmes à régler et les possibilités à exploiter pour parvenir à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes et des filles rurales ».

Au niveau national, même si le budget alloué au Ministère de la promotion de la Femme et de la protection de l'enfant a connu une hausse cette année, il demeure égal à 0,01% du budget national comme l'année dernière. Il est bon de préciser aussi que le point focal du HCI3N a enrichi la planification de cette institution par les activités du JP-RWEE.

Output 4.2: / Un environnement favorable est promu afin de tenir compte des priorités des femmes rurales dans les processus de la politique régionale et disponibilité accrue des outils et données pour suivre l'état d'avancement dans l'autonomisation économique des femmes rurales

Le travail est prévu se faire sur deux axes pour la réalisation de ce produit : (i) application de l'outil WEAI en vue de son appropriation par l'équipe et son application au niveau national et (ii) et le renforcement des capacités des femmes et des OP, des services techniques et ONG partenaires. Il a été prévu et réalisé deux sessions de débat thématique pour stimuler la participation de 24 femmes et des OP aux espaces et plateformes de dialogue en matière de développement rural. Une attention particulière est portée sur la participation des femmes aux: commissions foncières de base (COFOB), au système communautaire d'alerte précoce et de réponse aux urgences (SCAP/RU); aux observatoires de suivi de la vulnérabilité (OSV), aux associations des Mères éducatrices (AME), Association des Parents d'élèves (APE) ; Comité de gestion de la maison du paysan, comité de gestion des marchés ruraux ; comité de gestion banques céréalières et banques aliments bétail; comité de gestion des points d'eau etc. Les débats sont relayés au sein des clubs Dimitra. Il a été également formés 44 techniciens dont 12 des ONG (dont 4 femmes); 28 Services techniques du gouvernement des niveaux déconcentrés (6 femmes); 4 Mairies (1 femme) pour accompagner les OP (genre, gouvernance, équité, plateforme de dialogue, loi OHADA etc.) dans l'accès à l'information, aux services pour leur autonomisation afin d'en faciliter le suivi et la mesure des progrès réalisés. M. Boube Boukata, secrétaire général de la commune de Falwel, après la formation sur les procédures de création sur l'acte OHADA témoigne :

En tant que représentant de la Mairie plus précisément de la commune rurale de Falwel, la formation sur l'Acte Uniforme Relatif au Droit des Sociétés Coopératives (OHADA) m'a beaucoup éclairé par rapport à plusieurs points dont entre autres la restructuration et la réorganisation des OP, la taille et le mandat du comité de gestion et la commission de surveillance, au mode d'élection des membres du conseil d'administration et au mode de délivrance des actes d'immatriculation des OP et le délai y référent. Au retour, je fais fidèlement restitué cette formation plus particulièrement aux autorités communales qui sont impliqués dans la procédure d'immatriculation des OP qui avant donnait du fil à tordre. Mais cette fois ci avec cette formation, les autorités communales seront en mesure de délivrer les actes d'immatriculation aux OP dans le délai et en respect à toutes les procédures. SG de la Mairie de Falwel après la session de formation des formateurs sur les Procédures de création et les règles de fonctionnement d'une organisation paysanne conformément à l'Acte Uniforme Relatif au Droit des Sociétés Coopératives (OHADA)

Describe any delays in implementation, challenges, lessons learned & best practices:

Les retards dans la mise en œuvre ont concerné les activités suivantes:

Activité sur les kits de transformation des produits agricoles, le principal problème ayant conduit au retard est l'insuffisance de fonds nécessaires à la mise en œuvre de l'opération. Le FIDA a affecté des ressources propres d'un montant de 39 000 USD pour enfin pouvoir mettre en œuvre cette activité le plus tôt possible.

Évaluation de l'impact des activités d'allègement des tâches, le retard est dû au long processus de validation des TDR par le niveau régional du bureau d'ONUFEMMES.

Les principaux défis relevés pour la période :

- **Sur le plan stratégique**, le principal défi est le turn-over des répondants du programme au niveau du gouvernement : par exemple 4 (les deux secrétaires généraux adjoints des gouvernorats de Dosso et Maradi, la SGA du MPF/PE, le SG du MAGEL) sur les 6 (seul le SG du HI3N et la Directrice Nationale de l'Autonomisation Economique demeurent les mêmes) membres du comité de pilotage ont changé de portefeuille deux fois en trois ans. Pour adresser ce défi, il a été convenu de constituer un paquet d'orientation en soft sur le programme et de responsabiliser les points focaux au sein du comité technique pour assurer le partage de l'information.

- **Sur le plan opérationnel :**

Par rapport à l'Opération kits pastoraux, le défi demeure la maîtrise de la rotation pour les nouvelles communes et le métissage entre la race rousse promue et la race locale.

- fort métissage des mises bas à Mallam koira suite à la vente de la totalité des boucs roux reçus,
- léger métissage des mises bas dans les quatre autres villages de Falwel dû au fait des boucs communautaires (1 bouc roux pour 5 bénéficiaires ayant reçu 10 chèvres),
- mortalité des chèvres distribuées dans les mois suivant ladite distribution.

Pour adresser ces défis, il a été proposé de :

- racheter des boucs roux à Mallam Koira, avec les 109.200Fcfa disponibles dans la caisse du groupement,
- capitaliser les différentes expériences similaires des acteurs par rapport à la rotation des animaux
- distribuer un bouc à chaque bénéficiaire a résolu le problème de métissage dans les nouvelles communes de Guidan Amoumoune et Sokorbé ;
- les services départementaux en collaboration avec AREN et ASADI et le concours des parties prenantes, sont arrivés à réduire nettement les mortalités.

Le niveau de structuration des organisations paysannes a permis aux différents membres d'initier des activités de protection sociale telle que le stockage des céréales en prélude à la période soudure.

Aussi, les missions de supervisions conjointes et les rencontres d'échanges avec les partenaires ont souligné les points forts, les points d'amélioration et formulé des recommandations qui sont :

Points forts et changements : (i) la cohésion sociale, et la salubrité au sein des différents villages d'intervention du programme ; (ii) la naissance d'un esprit de créativité et d'initiatives locales au sein des communautés allant dans le sens de l'acquisition des ressources productives (construction d'infrastructures sociales, achat ou location des terres pour des travaux communautaires comme les champs ou jardins maraichers collectifs; (iii) le renforcement de la confiance en soi; (iv) l'amélioration de la fréquentation des centres de santé et des jeunes filles à l'école ; (v) la mobilisation de ressources internes à travers des cotisations des membres des groupements, le stockage de céréales. Le plus marquant cette année est la multiplication de façon exponentielle des petits ruminants distribuées aux vulnérables.

Points à améliorer :

- ✓ l'accompagnement pour la gestion des équipements et matériels collectifs ;
- ✓ l'information sur les achats locaux (réfléchir davantage sur le mécanisme pour satisfaire les vulnérables)
- ✓ les réparations des plateformes multifonctionnelles et moulins scolaires au besoin ;

- ✓ l'arrêt de la réparation parallèle des plateformes par les communautés et l'opérateur
- ✓ le suivi rapproché des kits petits ruminants

Suite à ces constats, les recommandations suivantes ont été formulées :

A l'endroit des communautés:

- ✓ Renforcement des réseaux communaux des clubs Dimitra pour pérennisation des actions
- ✓ Mettre à contribution les Clubs Dimitra pour débattre sur les questions de gérance/gestion des équipements communautaires

A l'endroit des services techniques(ST)

- ✓ Mailing liste des services techniques pour partage des informations / rapports
- ✓ Renforcer le suivi et l'encadrement de proximité des actions qui a des impacts positifs pour la pérennisation des acquis, y compris le suivi technique des services techniques :
- ✓ Contribuer à murir les réflexions sur la rotation des kits petits ruminants.

A l'endroit des ONG partenaires

- ✓ Renforcer le suivi et l'encadrement de proximité des actions ayant des impacts positifs pour la pérennisation des acquis y compris le suivi technique des services techniques :
- ✓ murir les réflexions sur la rotation des kits petits ruminants
- ✓ Renforcer la sensibilisation pour un meilleur dialogue intra ménage
- ✓ Partager les rapports avec les ST et les impliquer dans la mise en œuvre

A l'endroit de la coordination

- ✓ Conduire une étude de Capitalisation des acquis du programme conjoint

A l'endroit des agences: Accélérer les décaissements

A l'endroit du MPF/PE

- ✓ Institutionnaliser l'organisation de la JIFR journée Internationale de la Femme Rurale

• **Qualitative assessment:**

Une évaluation de l'impact des activités d'allègement des tâches est en cours. De plus, le programme Dimitra a réalisé une étude d'impact incluant la zone du RWEE et dont les résultats seront disponibles en avril 2018.

ii) Indicator Based Performance Assessment:

	Achieved Indicator Targets	Reasons for Variance with Planned Target (if any)	Source of Verification
Outcome 1 Improved food and nutrition security			
Indicator: % d'augmentation de la production agricole (végétale (PV) et animale (PA) des femmes productrices Baseline: 0 Planned Target: TBD	PV: Arachide:124,47%; Niébé: 64,25%; et sesame:20% PA : 55,19%	RAS	Rapport FIDA /données remontées par les ONG Himma (PV), AREN et ASADI (PA) interprétée par la DRA
Indicator: Score de diversité alimentaire des ménages- SDA- (taux d'accroissement par rapport à l'étude de base) Baseline: Falwel 2015-2016: SDA= 3.8 et Djirataoua 2016-2017: SDA= 4,10 Planned Target: 5 ou 6	Falwel SDA= 5 Djirataoua: éducation nutritionnelle en cours évaluation prévue pour Avril 2018	Pas de gap par rapport aux prévisions à Falwel, tout de même le recyclage demandé par les femmes est en cours. Pour Djirataoua, l'éducation nutritionnelle est en cours.	Rapports FAO/ données de base et d'évaluation de l'éducation nutritionnelle conduites par le CRESA à Falwel et Djirataoua
Output 1.1. <i>Les femmes rurales ont un accès accru aux ressources, actifs et services essentiels à leur sécurité alimentaire et nutritionnelle</i>			
Indicator 1.1.1. Nombre de femmes qui ont accès à l'information et à la communication participative Baseline: 24 Planned Target: 2400 femmes	2400 femmes directes et 12 000 femmes indirectes des communes de Sokorbé, Falwel, Djirataoua et Guidan Amoumoune	Réalisation en cours conformément aux prévisions	Rapport FAO
Indicator 1.1.2 Nombre de femmes qui adoptent des pratiques de nutrition améliorées Baseline: 0 Planned Target: 600 Fawel +600 Djirataoua=1200	1200 femmes des communes de Falwel et Djirataoua	Réalisation en cours conformément aux prévisions	Rapport FAO
Indicator 1.1.3 Nombre de femmes qui adoptent des techniques agricoles améliorées Baseline:0 Planned Target: 1425 (dont FIDA 1300+FAO 125)	1206 (FIDA) +95 (FAO)= 1301 femmes des communes de Falwel, Sokorbé, Djirataoua et Guidan Amoumoune	Certains Champs école n'ont pas fonctionné et la rotation des animaux n'a pas été effective dans la commune de Falwel	Rapports FAO +FIDA
Indicator 1.1.4 Nombre de femmes qui ont accès aux services intégrés Education nutritionnelle+ champs école paysans+ cantines scolaires Baseline: 256 Planned Target: 3600	1800 (FAO) +410 PAM=2210	L'appui en petits ruminants dans le cadre des cantines scolaires continue; le gap sera comblé d'ici Avril	Rapports FAO+ rapport PAM
Indicator 1.1.5 : Nombre de femmes rurales qui ont accès aux crédits internes des Associations Villageoises d'Epargne et Crédit Baseline: 256 femmes de 16 groupes de la commune de Falwel Planned Target: TBD	2800 femmes des 15 villages des communes de Sokorbé, Djirataoua et Guidan Amoumoune	Comme l'accès au crédit est volontaire et dépend de la capacité de la femme à exercer des AGR, une cible n'a pas été déterminée d'avance	Rapport ONUFEMMES
Indicator 1.2.2. Mode d'accès à la terre impacté par le programme et le nombre de femmes qui y accèdent par ce mode Baseline: Sur un échantillon de 996 femmes enquêtées à Djirataoua : 563par héritage ; 275 par achat ; 96 par gage ; 61 par location, 105 par le prêt, et 215 par donation Planned Target: toutes bénéficiaires des semences améliorées	Le prêt est le mode d'accès à la terre le plus utilisé dans la zone d'intervention. Les activités du programme ont fait que 1085 femmes ont accède à la terre par ce mode pour cultiver 26 champs collectifs, 9 jardins maraicher collectifs, dans 10 villages de Djirataoua, guidan Amoumoune, Falwel et Sokorbé ; 105 y ont accédé par location (1000F/ha) dans la commune de Djirataoua Le nombre de femmes qui y ont accédé est 1399	Il n'y a pas de GAP ; toutes les femmes accèdent à la terre pour cultiver quand elles le désirent. C'est la possession de la terre qui est diversement appréciée selon les communes ; par exemple, A Sokorbé et Falwel, les femmes n'héritent pas de la terre ; par contre à Djirataoua et Guidan Amoumoune, elles en héritent. ; l'achat est plus fréquent dans les villages ciblés de la région de Maradi que dans celle de Dosso	Données collectées au cours des supervisions/FAO et FIDA
Output 1.2 <i>Rural women have greater capacity to enhance and control local food security reserves and their production</i>			

Indicator 1.2.1. Nombre de femmes ayant accès aux technologies innovantes Baseline: 150 Planned Target: 14 705 bénéficiaires des plateformes et des kits de transformation agricoles	14705	La cible globale est atteinte mais la distribution des kits de transformation par le FIDA n'est pas encore terminée, comme les bénéficiaires de ces kits font partie des bénéficiaires des plateformes, le chiffre global est atteint	Rapport FIDA +Rapport ONUFEMMES
Indicator 1.2.2 : Nombre de femmes qui gèrent les réserves locales de sécurité alimentaire Baseline: 150 Planned Target: 14 705 bénéficiaires des plateformes et des kits de transformation agricoles	14705	RAS	Rapport ONUFEMMES
Indicator 1.2.2 : Quantité de stocks propres mobilisée par les femmes membres des OP Baseline: 0 Planned Target : TBD	Mil : 295 sacs de 100 Kg ; Niébé : 9,5 sacs de 100 Kg ; arachide : 5 sacs de 25 Kg ; souchet : 5 sacs de 100 Kg	Il s'agit des stocks mobilisés sur fonds propres, différente de leur production individuelle.	Rapports FAO et ONUFEMMES
Outcome 2 Rural women have increased income to secure their livelihoods.			
Indicator: % d'augmentation de revenus générés par les coopératives de femmes rurales grâce à leurs ventes au PAM Baseline: 83090,65 Planned Target: TBD	15,38%%= (USD; 4946 USD pour les femmes et au total 12779,34 USD)	Le prix d'achat des céréales par le prix tient compte du plafond fixé par l'état, qui dépend aussi de la réussite de la campagne agricole. Pour cela un objectif n'a pas été prédéfini.	Rapport PAM
Indicator: Proportion de femmes rurales autonomes dans le domaine du contrôle des ressources mesuré sur la base de l'index de l'autonomisation des femmes dans l'agriculture Baseline: Planned Target: TBD	Sera connu si évaluation avec l'outil "index de l'autonomisation des femmes dans l'agriculture	NA	Rapport du FIDA d'évaluation sur la base de l'index de l'autonomisation des femmes dans l'agriculture (le plaidoyer pour la mobilisation des ressources en vue de mener l'étude continue)
Output 2.1: Les femmes rurales ont amélioré leurs compétences entrepreneuriales et leurs chaînes de valeurs pour accéder aux marchés avec leurs produits			
Indicator 2.1.1. Nombre de femmes et d'hommes des OP féminines ou mixtes (avec des femmes aux postes de décision) qui participent aux programmes d'achats au service du progrès du PAM) Baseline: 0 Planned Target: 1692 femmes et 1475 hommes	1376 femmes et 618 hommes de trois unions d'OP	Le Gap est dû au fait que l'Union Madda Ben de Falwel n'a pas vendu au PAM la campagne passée.	Rapport PAM
Indicator 2.1.2. Nombre de femmes des groupes/OP formels et informels qui ont reçu une formation sur l'entrepreneuriat agricole. Baseline: 0 Planned Target: 600	Une formation des formateurs a été réalisée pour 85 femmes	Elles sont entrain de répliquer la formation en cascade. Les formations en cascade sont en cours	Rapport PAM
Output 2.2 Rural women have increased access to decent wage employment opportunities			
Indicator 2.2.2. Preuves tangibles d'allègement de la charge de travail des femmes rurales Baseline: Planned Target: 6500	9 PTFM réparées, 75 charrettes asines distribuées, plusieurs poulies installées sur les puits communautaires.	Le processus est en cours et sera confirmé par l'étude d'impact des PTFM sur la vie des femmes, des hommes et enfants dont le processus n'est pas terminé	Rapports de missions de sensibilisations des membres des OP +rapport ONUFEMMES
Indicator 2.2.3 Nombre de femmes rurales ayant initié des activités des activités génératrices de revenus	643 femmes +90=733	Le processus continue sur le terrain et les 1000 femmes ciblées seront atteints d'ici Avril 2018	Rapport ONUFEMMES et ONG Diko

Baseline: 90 Planned Target : 1000 Indicateur 2.2.4. Valeur du stock mobilisé par les femmes sur fonds propres Baseline: 0 Planned Target: TBD	7 594 750 Franc CFA ou 14 388 dollars	NA	Rapport ONUFEMMES et ONG Diko + Rapport FAO
Indicateur 2.2.5. Montant de l'épargne mobilisée par les femmes à travers les caisses d'épargne et crédit : Baseline: 0 Planned Target : TBD	6074730 FCFA= USD 11 358	NA	C'est l'épargne monétaire mobilisée à travers les groupes d'épargne et crédit
Outcome 3: Rural women have enhanced leadership and participation in their communities and in rural institutions, and in shaping laws, policies and programmes.			
Indicator: 3.1 Proportion de femmes rurales autonomes dans le domaine du « leadership » mesuré sur la base de l'index de l'autonomisation des femmes dans l'agriculture Baseline: Planned Target: Indicator: 3.2 Proportion de femmes rurales qui sont membres des commissions foncières de base Baseline: 10% (18 femmes)) Planned Target: 22% (40 femmes) Indicator: 3.3 Proportion d'OP et/ou groupes informels dirigés par une femme/des femmes. Baseline: 0 Planned Target: 80% Indicator: 3.4 Preuves/évidence d'une amélioration du pouvoir de décision de la femme rurale au sein des ménages, organisations et communautés Baseline: 0 Planned Target: 4 communes d'intervention du programme RWE	Seulement si évaluation avec l'outil WEAI 15% (28 femmes des communes de Falwel Sokorbé, Djirataoua et Guidan Amoumoune) 130 des 167 OP soit 77,84% de Falwel, Sokorbé, Djirataoua et Guidan Amoumoune Données qualitatives de l'amélioration de l'accès des femmes à la prise de décision recueillies dans plusieurs villages au cours des supervisions conjointes. Les études d'impact donneront plus de résultats	Données non encore disponibles Le gap est dû au fait que la mise en place des commissions de base dans 6 villages n'est pas encore effective Le processus continu non seulement dans la création des OP féminines mais aussi dans le renforcement des capacités des femmes et des hommes pour la participation des femmes aux instances dirigeantes des OP, le Gap sera comblé d'ici avril 2018 NA ; les études en cours donneront une estimation de la proportion	Rapport du FIDA d'évaluation sur la base du WEAI Rapports FAO + FIDA ONUFEMMES + FAO FAO+ONU FEMMES+ Rapport supervision conjointe comité technique
Indicator 3.1.1. Accroissement du taux de fréquentation des filles grâce aux cantines scolaires Baseline: 91% Planned Target: 98%	93%	Il s'agit du taux moyen global enregistré dans les 2 régions, dans les communes d'intervention du projet les taux peuvent dépasser ce chiffre	Rapport annuel PAM
Output 3.1 Les femmes rurales, y compris les jeunes femmes ont davantage confiance en elles et d'aptitudes en leadership pour participer à la gouvernance locale			
Indicator 3.1.1. Nombre de femmes rurales ayant reçu une formation en communication participative et leadership féminin Baseline: Planned Target: 160	160 leaders femmes sont formés et ont formé par la suite quelque 2.400 femmes des 120 Clubs DIMITRA	RAS	Rapport FAO
Indicator 3.1.2. Preuves/évidence de femmes rurales qui ont accru leur confiance et estime de soi (ex, histoires des femmes élues aux conseils ruraux et/ou poste de direction au sein des OP; participation formelle des femmes aux réunions villageoises, etc.) Baseline: Planned Target:	Témoignages dans le texte; histoire en annexe	NA	Rapports des agences FAO, FIDA, PAM ONUFEMMES et rapports supervisions conjointes
Indicator 3.1.3. Nombre de femmes rurales inscrites dans les centres alpha	121	Sur 275 femmes inscrites, 121 ont atteint les	Rapport ONUFEMMES

Baseline: Planned Target: 275 <i>Indicator 3.1.3. Nombre de filles rurales des écoles à cantines scolaires ayant reçu une bourse pour continuer le cycle secondaire</i> Baseline:0 Planned Target: 277 <i>Indicator 3.1.4: Nombre de membres des groupes informels de femmes ayant reçu une formation formelle en matière de genre, communication participative, bonne gouvernance et leadership.</i> Baseline: 0 Planned Target: 160	340 filles du collège ont reçu des bourses trimestrielles de 12000F 120 femmes leaders des 4 Communes de Falwel Sokorbé, Djirataoua et Guidan Amoumoune qui ont ensuite démultiplié la formation au sein de leurs clubs	niveaux 3 et 4, savent lire et écrire On remarque qu'on a atteint plus que ce qu'on a ciblé car au démarrage il y'avait des critères de performance pour que la fille soit éligible à la bourse, ces critères ont été supprimés par la suite Les 40 seront formées d'ici fin avril 2018	Rapport PAM Rapport FAO
Output 3.2: Les femmes rurales disposent de capacités d'organisation accrues pour former, maintenir et participer aux organisations de producteurs, coopératives et syndicats			
Indicator 3.2.1. <i>Nombre d'organisations de producteurs et productrices qui sont renforcées</i> Baseline: 0 Planned Target: 181 OP Indicator 3.2.2: <i>Nombre de femmes rurales dans des OP ayant reçu une formation en genre, bonne gouvernance et efficacité des OP</i> Baseline:0 Planned Target: 208 membres des 167 OP des 4 communes d'intervention du programme RWEE Indicator 3.2.3. <i>Preuves/évidence tangible de femmes rurales qui ont accru leurs capacités à s'organiser et agir collectivement au niveau communautaire</i> Baseline:0 Planned Target: femmes des 4 communes d'intervention du programme RWEE	167 OP des Communes de Falwel (25), Sokorbé (43) Djirataoua (40) et Guidan Amoumoune (59) regroupant 5397 membres parmi lesquels on compte 4277 femmes 34 femmes membres des 67 OP des communes de Falwel et Djirataoua ont bénéficié de la formation sur la gouvernance et l'efficacité des OP au cours de 3 sessions de formation ayant regroupées 79 participant-e-s. Les 34 femmes formées ont restitués par la suite la formation aux 1549 femmes. Voir témoignage de Falwel	Il reste deux sessions de formation à organiser d'ici Avril 2018 conformément à la planification Le renforcement et le processus continu NA	Rapport de formation (FAO) Rapport FAO Rapport FAO
Output 3.3: Rural women, including young women, have increased capacity to engage in and influence relevant policy forums at national and regional levels			
Indicator 3.3.1: <i>Nombre des OP du niveau apex ayant reçu une formation en genre et équité,</i> Baseline:0 Planned Target:6 OP au niveau apex Indicator 3.3.2. <i>Témoignages/évidences /preuves de femmes rurales qui font entendre leur voix au niveau de la prise de décision.</i> Baseline: Planned Target: Indicator 3.3.4. <i>Nombre d'initiatives de plaidoyer initiées par les femmes rurales le 15 Octobre</i> Baseline:0 Planned Target6 Indicator 3.3.4. <i>appropriation de la commémoration du 15 Octobre par le Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'enfant (baisse du nombre de JIFR dont la commémoration est coordonnée par le RWEE</i> Baseline:0 Planned Target : 2 en 2017 et 0 à partir de 2018	3 OP apex dont 2 unions (Madda Ben et Kada Naka) et 1 fédération (SA'A) Voir témoignages en annexe 2 initiatives de plaidoyer appuyées par les mairies ont été conduites par les communes de Falwel et de Djirataoua aux éditions 2016 et 2017 de la journée de la Femmes rurale. 2- l'équipe du RWEEJP a coordonnée l'organisation de l'édition de 2016 ; a organisé l'édition de 2017 avec les ministères techniques, laissera l'institutionnalisation au MPF/PE	Le renforcement continue, objectif sera atteint d'ici avril 2018 NA Le Gap sera comblé d'ici 2018 car toutes les communes ont pris l'engagement de commémorer le 15 Octobre en 2018 L'objectif est la prise en main par le gouvernement afin que le 15 Octobre soit la plage pour les femmes rurales pour leurs initiatives de plaidoyer	Rapport FAO Rapport de supervision du comité technique et de suivi des ONG locales de mise en œuvre Rapport de supervision du comité technique et de suivi des ONG locales de mise en œuvre Rapport de supervision du comité technique et de suivi des ONG locales de mise en œuvre
- Output 3.4: Les femmes rurales, y compris les jeunes femmes sont davantage conscientes de leurs droits dans un environnement communautaire/local favorable.			
Indicator 3.4.1 <i>Nombre de femmes et d'hommes qui participent dans l'approche des Clubs DIMITRA</i> Baseline: Planned Target:2400	2400 femmes et 1200 hommes des 4 communes de Falwel Sokorbé, Djirataoua et Guidan Amoumoune	RAS : cible atteinte, renforcement continu ; 1800 touchées au premier semestre, le reste le sera au second semestre	Rapport d'activités de l'ONG AEDL et des missions de supervision

Indicator 3.4.2. Nombre de villages/communautés qui s'approprient l'approche des Clubs DIMITRA Baseline: 0 Planned Target: 20	20 villages des communes de Falwel Sokorbé, Djirataoua et Guidan Amoumoune	RAS : le renforcement continue dans les 20 villages avec les visites d'échanges	Rapport d'activités de l'ONG AEDL et des missions de supervision
Indicator 3.4.2. Nombre de réseaux de membres de Clubs DIMITRA mis en place et encadré pour la pérennisation des acquis Baseline: 0 Planned Target: 4 réseaux communaux	2 réseaux communaux au niveau de Falwel et de Djirataoua	Le processus est engagé pour les deux autres et sera complété d'ici fin 2015	Rapport FAO
Outcome 4: Un environnement politique plus sensible au genre est garanti pour l'autonomisation économique des femmes rurales			
Indicator: Pourcentage du budget communal alloué à des programmes qui bénéficient aux femmes rurales /l'autonomisation des femmes dans les communes ciblées Baseline: 12% Planned Target: 30%	10,5%	La moyenne dans les 4commune a montré une baisse du pourcentage du budget alloué a l'autonomisation des femmes du a la clôture de certaines initiatives, et a la baisse du budget du RWEE de 700000USD a 400000USD	Rapport d'exécution budgétaire des communes
Indicator: Pourcentage du budget du Budget national alloué au ministère de la promotion de la Femme et de la protection de l'enfant Baseline: 0,01% Planned Target: TBD	0,01%	Le montant global a augmenté, mais n'a pas influencé le pourcentage du budget global qui a aussi connu une hausse	Rapport de suivi de la Direction des études et de la programmation du Ministère de la promotion de la Femme et de la protection de l'enfant
Output 4.1: Policy makers and parliamentarians have enhanced capacities to effectively mainstream gender into land, food, agriculture, nutrition and rural employment policies, laws and budgets.			
Indicator 4.1.1. Mesure dans laquelle la politique nationale révisée et la stratégie d'Autonomisation des femmes intègrent les activités et les bonnes pratiques du JP-RWEE Baseline: il existe une politique nationale genre sera révisée en 2017 Planned Target: Prise en compte des actions et bonnes pratiques du JP-RWEE dans au moins ces deux documents nationaux	La politique nationale a été révisée, toutes les agences y ont contribué. La coordinatrice nationale a facilité le processus pour l'élaboration de la stratégie nationale d'autonomisation économique des femmes du Niger et est en train d'intégrer les actions du JP-RWEE dans le plan quinquennal de mise en œuvre de la politique nationale genre révisée	RAS Assurer le suivi pour assurer la prise en compte effective des propositions dans la version validée	Les documents de plan d'action de mise en œuvre de la PNG validés et de stratégie validés
Output 4.2: An enabling environment is promoted to reflect rural women's priorities in regional policy processes.			
Indicator 4.3.1. Nombre de mécanismes de dialogues régionaux en matière de développement rural qui implique les groupes et OP des femmes rurales Baseline: 8 Planned Target: 20	17 cadres et plateformes répertorié au niveau régional, départemental et communal	Le processus de renforcement continue	Rapport FAO+ONUFEMMES
Indicator 4.3.2: Nombre de session de débat thématique organisés pour stimuler la participation des femmes et des OP aux espaces et plateformes de dialogues Baseline: 0 Planned Target: 4	2	Les autres seront organisées avant avril 2018	Rapport des sessions -FAO
Indicator 4.3.3. Nombre de techniciens des services techniques et ONG partenaires formés pour accompagner les OP (genre, gouvernance, équité, plateforme de dialogue, loi OHADA etc.) Baseline: 8 Planned Target: 20	45 dont 12 ONG (4 femmes);28 ST (6 femmes);4 Mairies (1 femme); 1 Projet	Le processus de formation continue	Rapport FAO

iii) A Specific Story

Titre : Ma vie a changé

Biba Mamoudou est une femme du village de Kokoukou (, commune rurale de Falwel). Elle a 25 ans et est mère de 6 enfants (4garçons et deux filles).

Elle est issue d'une famille polygame et à la suite du décès de son père, elle n'a hérité ni de terre ni de bétail. Quant à son époux, il se contentait du salariat agricole pour nourrir difficilement sa famille. Sa disparition l'an dernier a rendu Biba très vulnérable surtout que la communauté ne lui accorde aucun crédit.

Lors d'une mission conjointe de supervision des activités du Programme Conjoint « Accélérer l'autonomisation économique des femmes rurales » au Niger, Biba a voulu partager son aventure avec tout le monde.

« Les conditions de vie dans notre village sont très difficiles parce que ces dernières années les campagnes agricoles ne répondent plus à nos attentes. Et puis, je ne le cacherais pas, je vis dans la précarité au jour le jour. Je n'obtiens aucun soutien social, même le crédit ne m'est pas accordé par les habitants du village à cause de ma situation très vulnérable ; personne ne m'en octroyait car je n'avais rien qui prouvait que je pouvais le rembourser.

C'est alors que le Programme JP-RWEE a été une providence pour nous autres vulnérables. Des kits pastoraux ont été distribués et après les échanges au sein des Clubs Dimitra et compte tenu du degré de vulnérabilité de mon ménage, j'ai eu la chance d'être désignée comme bénéficiaire. C'est ainsi qu'un kit (deux chèvres + un bouc pour 5 personnes) m'a été attribué comme les autres. J'ai reçu aussi de l'aliment bétail. Après quelques mois, une des chèvres fit une mise-bas gémellaire avec un bouc et une chevrette. La seconde a mis bas aussi 2 boucs. Ils avaient grandi, avaient acquis un bon gain de poids et je me suis retrouvée avec quatre boucs au bout de quelques temps, hormis les femelles. J'ai rétrocédé une femme à celle qui est sur la liste d'attente. Moi, à qui jadis personne n'octroyait du crédit suis arrivée à avoir du crédit pour acheter du mil pendant les récoltes et j'attends la période de soudure avec pied ferme. Je ne vais pas souffrir comme je souffrais avant mes enfants et moi. Mes 4 boucs ont changé ma vie, ils m'ont donné l'honneur et le prestige d'être solvable.

C'est à partir de cet instant que j'ai pu constater que les gens dans la communauté ont commencé à s'intéresser à moi. En fait, la communauté porte à présent un autre regard sur moi, elle me considère comme un être humain. Je voudrais témoigner ici que « Grace au programme conjoint, ma vie a réellement changé. Mon statut a changé mais je développe l'espoir de cumuler bientôt des richesses grâce au kit pastoral qui m'a été attribué. Le Programme mérite son nom parce qu'il autonomise économiquement les femmes rurales. »



Les Clubs Dimitra luttent contre la stigmatisation des veuves

Résumé : Je suis Maimouna Abdou. Je voudrais vous raconter cette histoire-ci : « A Malam Koira, les femmes ont décidé de prendre leur destin en main. Traditionnellement, dans le village de Malam Koira, les veuves ont des problèmes pour se remarier. Devant cette situation, des discussions ont eu lieu dans les Clubs pour statuer sur cette situation qui empêchent à une partie des membres de la communauté de bien exercer leur droit à une vie décente. Au terme des échanges et en assemblée villageoise la communauté a décidé de soulager les veuves en leur reconnaissant socialement le droit de se remarier dès que l'opportunité se présente. A mon avis c'est une décision sage, qui invite l'ensemble de la communauté à réconforter les veuves. Vous voyez, depuis cette assemblée villageoise, des veuves se sont remariées à Malam Koira et cela montre que les changements sont en cours. Il faut bien que les femmes revendiquent leurs droits ».

III. Autre évaluation si applicable : une évaluation des 3 ans d'activités est en cours de préparation

IV. Programmatic Revisions (if applicable) / Révision programmatique si applicable

Un processus global d'ajustement des documents de planification du programme aux ressources disponibles a été finalisé dans le premier trimestre 2017. Ainsi, à l'instar des autres pays, le Niger a finalisé la réactualisation de son document de programme sur la base de sa note conceptuelle, des leçons tirées de 2015, des enrichissements du comité de pilotage national et des feedback du Comité consultatif technique international. Les principales activités ciblées et les modifications ont porté essentiellement sur des précisions concernant le ciblage des bénéficiaires, le renforcement des acquis, la durabilité et la stratégie de pérennisation.

En Novembre 2017, l'équipe a reçu l'appui technique de la coordinatrice internationale. Le focus a été mis surtout sur la remontée des données quantitatives, la revue de la table PMF pour reformuler certains indicateurs afin de bien la renseigner, des rencontres avec des bailleurs au niveau national dans le cadre de la mobilisation des ressources, une rencontre avec Mme la Ministre de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant et son cabinet.

V. Coordination mechanisms / mécanisme de coordination

La mise en place des mécanismes de coordination a été effective en fin 2015. Il s'agit d'un Comité de pilotage national, d'un Comité technique, et d'une coordinatrice nationale. En 2016, une plateforme d'échange avec les ONG partenaires été aussi mise en place.

La coordinatrice nationale a été recrutée le 19 février 2015 pour coordonner les activités du programme, faciliter la circulation de l'information, assurer une meilleure synergie entre les parties prenantes chargées de la mise en œuvre et contribuer au besoin à la mobilisation des ressources.

Le Comité technique est composé d'experts techniques des quatre agences des Nations Unies (FAO, FIDA, PAM, UN WOMEN) des Ministères de l'Agriculture et de l'Elevage ; d'une représentante de la Direction de l'autonomisation économique des femmes du Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant, d'un Représentant du Haut-Commissariat à l'Initiative 3N. Son travail consiste à : élaborer la planification des activités et du budget du programme conjoint ; Assurer un suivi régulier des activités du Programme, cultiver la synergie et formuler des recommandations aux intervenants pour l'atteinte des objectifs. Depuis Novembre 2015, il a été convenu que ses rencontres soient mensuelles. Il a ainsi tenu ses réunions régulières 2017 et des réunions ad hoc pour répondre au besoin d'échanges ponctuels (les réponses aux appels à proposition, la préparation de la journée de la femme rurale etc...) Il a conduit comme planifié ses deux missions de supervision conjointes.

Le Comité de pilotage national est composé de : 1 Président (e) : le Secrétaire Général du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage; 1er Vice-Président (e) : Secrétaire Général (e) Adjoint (e) du Ministère de la Promotion de la Femme et la Protection de l'Enfant ; 2ème Vice-Président : Secrétaire Général (e) du Haut-

Commissariat à l'Initiative 3N. ; La Directrice Nationale de l'Autonomisation Economique des Femmes du Niger, Un Représentant de la Cellule genre du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage ; Un Représentant de la FAO ; Un Représentant du FIDA ; Un Représentant du PAM ; Un Représentant de l'ONU FEMMES ; Deux Représentantes des Femmes Rurales par commune.

Son rôle principal est de donner une orientation stratégique au programme conjoint, de valider ses planifications annuelles des activités et budgets, de contribuer à la mobilisation des ressources, d'apprécier les niveaux de réalisation des activités du programme et formuler des recommandations pour sa bonne marche. Les réunions ordinaires du comité de pilotage sont annuelles et au besoin. La rencontre ordinaire de 2016 a été tenue le 07 février 2017 afin d'apprécier le niveau d'avancement des activités et valider la planification 2017-2018.

La plateforme d'échanges avec les ONG partenaires : c'est une des recommandations du bilan annuel 2015. Pour son opérationnalisation, il a été retenu que :

- L'objet du cadre d'échange est « l'échange d'expériences mutuelles et la culture de la synergie » ;
- les ONG créent une plateforme virtuelle d'échanges entre elles ; une mailing liste est partagée dans ce sens ;
- Les ONG partenaires soumettent des TDR à cet effet pour préciser les attentes vis-à-vis du programme un mois avant la rencontre ;
- Les ONG partenaires ont unanimement désigné Mr Ibrahim Seybou, coordonnateur de l'ONG AEDL, comme leur point focal.

Deux rencontres annuelles sont convenues, couplées aux missions de supervision conjointes et elles ont été tenues. La seconde mission a revu le niveau de mise en œuvre des recommandations de la 1^{ère} mission et a formulé des recommandations à l'endroit des différents acteurs. Ces recommandations feront l'objet d'un plan de mise en œuvre en 2018.

VI. Ressources

Le Niger a reçu une allocation supplémentaire de 400 000 \$US en 2017 (3^e tranche des fonds Suédois). Le tableau ci-dessous donne par agence le niveau de consommation budgétaire ; la situation de fin décembre 2016 a été extraite du rapport financier validé du MPTF.

Participating Organization	Total reçu jusqu'en 2016	Total Dépensé jusqu'en Fin 2016	% dépensés en fin 2016	Reçus en 2017	Total reçu jusqu'en 2017	% dépensés en 2017
FAO	725 488	431 310	59,45	174762	900 250	89,32%
IFAD	420 923	295 904	70,30	70620	491 543	
UNWOMEN	420 923	242 568	57,63	65 270	486 193	
WFP	420 923	252 620	60,02	89 348	510 271	
Total Niger	1 988 257	1 222 402	61,48	400 000	2 388 257	

Contribution des agences au budget du programme

Le tableau ci-dessous résume la contribution des agences au budget du programme en support du staff et en cash depuis le début du programme

Total staff contribution JP-RWEE	\$ 588 608,17
Total cash contribution FAO	\$ 60 000,00
Total cash contribution WFP	\$ 3 500,00
IFAD	\$ 2 824,00
UNWOMEN)	\$ 4 500,00
Total cash contribution (other budget lines)	\$ 70 824,00
TOTAL (staff + cash) NIGER	\$ 659 432,17

Les actions de mobilisation de ressources et de visibilité conduites en 2017

- Réponse à l'appel à proposition GIP3 du *Peace Bulding Fund+*. La proposition a été sélectionnée par l'équipe pays et envoyée pour la sélection finale du siège du PBF ; malheureusement, le Niger n'a pas encore été sélectionné en 2017.
- Plusieurs rencontres avec les bailleurs de fonds suivants: Union Européenne ; Coopération Espagnole ; JICA (représentation Coopération Japonaise) au Niger, ci-dessous un tableau de synthèse.

Organisations et personnes rencontrées	Jour et heure e de la rencontre	Lieu de la rencontre	Conclusions finales / actions
Représentant Résident de l'Agence Japonaise de Coopération International (JICA) : Mr Yamagata Shigeo et Son assistant Mr Assoumana Abdou	Mercredi 03 Mai 2017 15h00-16h00	Bureau de la JICA	Les négociations de financements se font au niveau de l'ambassade à Abidjan
Mme Rita Santos Suárez Coordinatrice Générale Bureau Technique de Coopération au Niger/ Agence Espagnole pour la Coopération Internationale au Développement (AECID) /Ambassade d'Espagne au Niger	jeudi 04 Mai 2017 9h00 à 10h00	Bureau technique de la coopération Espagnole au Niger	Tisser les synergies dans le cadre du réseautage appuyé par la coopération espagnole en contactant l'assistant technique basé à la maison de la femme godiya de Maradi réhabilitée par la coopération Espagnole ; La Coopération espagnole va soumettre à Madrid, à partir de cet été, des propositions de programmes pour 2018 ; se préparer et garder le contact afin d'avoir des propositions à soumettre
Equipe USAID et MCC	Jeudi 04 Mai 2017 10h30--11h30	USAID	Visiter régulièrement le site de l'USAID pour voir les opportunités des appels à propositions et postuler
Mme Wahid Hamidatou Illa point focal genre et Mr Ali Bety chargé du Développement Rural de l'Agence Française de Développement.	Mercredi 03 Mai 2017 10h 00 à 11h00	Bureau AFD	Très en retard par rapport aux questions de genre. Sont entrain de l'intégrer dans la programmation globale.
M.Basile Sallustio ; Attaché Délégation de l'Union Européenne auprès de la République du Niger et Mme DUBAND Agnès / développement Rural Délégation de l'Union Européenne au Niger	jeudi 04 Mai 2017 15h00-16h00	Siège UE	La plus grande opportunité était le 11è FED déjà clôturé. Consulter les sites de la délégation au niveau national et au niveau international pour saisir les opportunités des appels à proposition
SE l'Ambassadeur de l'Italie Marco Prencipe	Vendredi 05 Mai 2017 15h00-16h00	Hôtel Gaweye	L'autonomisation des femmes et l'emploi des jeunes font partie des priorités ; ce serait bien de voir Mme Valentina au bureau de la coopération multilatérale
Mr Eric Dietz chef de bureau de la Cooperation Luxembourgeoise	Vendredi 12 Mai 2017 De 10h30 à 12h00	Bureau Lux Dev à Niamey	Au Niger dans le cadre du budget multilatéral, le Luxembourg est en discussion avancé avec le PNUD pour appuyer le programme conjoint du SNU dite les communes de convergence dont la FAO et le PAM sont les agences d'exécution. À ce stade des synergies entre les programmes sont recherchées et non de nouveaux financements, les moyens étant limités.

OTC-AECID : Mme Rita Santos, Coordinatrice ; Mme Susana Cámara, Chargée des programmes. Appui au Développement Local - ADL : M Lassina OUATTARA. Fondation CIDEAL : M Aitor Martinez de Ayala, Delegué Pays	Plusieurs rencontres entre Novembre et janvier 2017	FAO et bureau de la coopération espagnole	Cultiver la complémentarité entre le programme JP-RWEE et le programme d'autonomisation des femmes en conception de l'ONG Espagnole Fondation CIDEAL (en partenariat avec l'ONG ADL du Niger) pour le développement de l'entrepreneuriat des femmes et le renforcement de la gouvernance
Commentaires généraux : tous les bailleurs soulèvent la question démographique pour laquelle des opportunités sont pressenties. Il serait intéressant d'en prendre compte dans les notes conceptuelles à concevoir			